

Bridgetown
Initiative



**L'INITIATIVE DE
BRIDGETOWN
POUR RÉFORMER
L'ARCHITECTURE
DU FINANCEMENT
INTERNATIONAL DU
DÉVELOPPEMENT ET
DU CLIMAT**

Version 3.0

“Nous vivons à une époque où les superlatifs abondent sur une Terre en train de brûler. Pour avoir une chance d’inverser cette trajectoire, il nous faut construire un système financier mondial plus réactif, plus équitable et plus inclusif, capable de lutter contre les inégalités, de financer la transition climatique, et d’accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.”

- S.E. Mia Amor Mottley, Première ministre de la Barbade

LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL N'EST PAS A LA HAUTEUR.

Il est profondément préoccupant qu'à un moment où nous devrions atteindre seulement 15 % des objectifs de développement durable (ODD), les gouvernements des pays les plus pauvres doivent consacrer davantage de ressources au service de la dette qu'à la santé, l'éducation et les infrastructures réunies. **En conséquence, au cours des quatre dernières années, 165 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté;** une personne sur dix vit aujourd'hui avec moins de 2 dollars par jour.

En 2023, la température moyenne mondiale à la surface de la terre était de **1,45°C au-dessus des niveaux préindustriels**, et les températures moyennes ont temporairement franchi le seuil critique de **1,5°C. De plus, l'année 2024 est en passe de devenir la plus chaude jamais enregistrée.** Les conséquences qui en résultent sont particulièrement dévastatrices pour les pays vulnérables au changement climatique, qui abritent 4,5 milliards de personnes, dont la moitié vit dans la pauvreté. **Cela ne peut plus être ignoré. Il faut y remédier. Les voix des peuples exigent une attention et une inclusion immédiates.**

Faire des ajustements marginaux dans un système défaillant, c'est comme réarranger les chaises longues sur le Titanic. **Il est temps d'agir solidairement pour les peuples et la planète.**

Présentée en 2022, **l'Initiative de Bridgetown a contribué à un changement de paradigme dans le débat public sur l'augmentation des flux de capitaux et la refonte du système de financement pour atteindre les ODD et encourager l'action climatique.** Il existe un large consensus autour de ses principes, y compris dans l'Agenda Accra-Marrakech du Climate Vulnerable Forum (CVF) et du Vulnerable Twenty Group (V20), ainsi que des principes du Cadre Mondial de Financement Climatique. **L'Initiative de Bridgetown ne se résume pas à des chiffres, mais constitue un programme visant à créer des conditions de vie dignes pour des milliards de personnes à travers le monde.**

Des progrès ont été réalisés. Le Fonds Monétaire International (FMI) a créé la facilité pour la résilience et la durabilité. Le G20 s'est engagé à réorienter plus de 100 milliards de dollars en Droits de Tirage Spéciaux (DTS). Un Fonds pour les « Pertes et Dommages » a été lancé lors de la COP28 avec un engagement initial de 700 millions de dollars.

Les Banques Multilatérales de Développement (BMD) soutiennent de plus en plus les échanges de dette. La Banque Interaméricaine de Développement (BID), la Banque Mondiale et autres bailleurs de fonds publics incluent désormais des clauses de résilience climatique dans les prêts nouveaux et existants. La Banque Asiatique de Développement a débloqué 100 milliards de dollars de prêts supplémentaires grâce à des réformes de son dispositif d'adéquation des fonds propres. La Banque Africaine de Développement (BAD) accroît ses prêts en levant des capitaux hybrides auprès d'investisseurs privés.

La Banque Mondiale s'est engagée à tripler sa capacité de garantie à travers l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements, et d'autres fournisseurs de garanties augmentent leurs offres en monnaie locale. Des solutions de couverture de change et des dispositifs de pipeline de projets en phase précoce sont annoncés, avec le soutien de groupements de fonds philanthropiques. Sous la présidence brésilienne du G20, les ministres des Finances se sont engagés à explorer des moyens de taxer les super riches.

ET POURTANT, ON EST LOIN DU COMPTE.

Il reste encore beaucoup à faire. Les efforts mondiaux pour faciliter la restructuration des dettes insoutenables se sont révélés lents et insuffisants. Bien que les réformes des BMDs aient de l'élan, nous sommes encore loin des 500 milliards de dollars supplémentaires en prêts publics par an nécessaires pour faire face à la crise climatique et atteindre les ODD. Bien que les flux de financement climatique du secteur privé augmentent, cela se produit principalement dans les économies développées pour des actions d'atténuation.

Il reste encore beaucoup à faire pour aligner les capitaux privés sur les impératifs de développement durable, notamment en matière de préservation de la nature et d'adaptation. Une gouvernance plus équitable des institutions financières internationales reste difficile à mettre en place. Malgré les progrès accomplis pour accroître le soutien en liquidités, les taux d'intérêt élevés se sont combinés à la dette arrivant à échéance pour créer une avalanche de services de la dette insoutenable au cours des trois prochaines années. Plutôt que de favoriser une transition verte et équitable, notre système économique risque d'être subverti par des tensions géopolitiques autour du contrôle des ressources essentielles à la transition énergétique.

Les pays vulnérables à revenu faible et intermédiaire, y compris les petits États insulaires en développement, ressentent vivement les répercussions de cette situation. Nous ne pouvons pas nous permettre de choisir entre le développement et le climat ; ce sont les deux faces d'une même pièce.

Un montant supplémentaire de 1 800 milliards de dollars par an est nécessaire pour faire face à la crise climatique et aux investissements liés à la nature dans les marchés émergents et les pays en développement, et de 1 200 milliards de dollars par an pour atteindre les ODD. Environ 950 milliards de dollars de ce déficit de financement pour le climat et la nature devraient être comblés par des sources de financement nationales ; les 850 milliards de dollars restants doivent provenir de sources externes. **Il n'est pas exagéré de souligner que le niveau de financement disponible, auquel les pays auront accès, et leurs conditions d'accès, sont des questions de survie pour des millions de personnes et pour le bien-être de notre planète.**

Il faut soutenir l'engagement des pays en développement à établir des cadres politiques qui **préservent la soutenabilité de la dette**, tout en définissant et en mettant en œuvre des feuilles de route solides pour promouvoir un développement socialement inclusif, équitable, résilient au changement climatique et durable. Ce soutien doit être apporté par l'aide publique au développement et **par le financement du développement à une échelle suffisante pour permettre aux pays de mettre en œuvre des stratégies de transformation structurelle et de les faire progresser dans la chaîne de valeur.**

Pour y parvenir, **nous avons besoin de financements à des conditions abordables. Cela permettrait aux pays de disposer d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour investir dans leur avenir.** Nous devons investir dans les **biens publics mondiaux (BPM)**, notamment l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, la remédiation des conflits, la prévention et la préparation aux pandémies, l'accès à l'énergie, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé des sols, la sécurité et l'accès à l'eau, la numérisation, la protection de la biodiversité et de la nature — en reconnaissant que nos sociétés et nos économies sont profondément interconnectées.

Nous devons nous tourner vers de nouvelles sources de financement, y compris vers des mécanismes fiscaux internationaux qui soutiennent la transition énergétique, les mesures d'adaptation et le financement des pertes et dommages. Cela inclut l'augmentation des contributions des secteurs qui bénéficient le plus de la mondialisation, de ceux qui émettent le plus de carbone et de gaz à effet de serre et de ceux qui paient le moins d'impôts. **Nous avons besoin d'un marché de l'assurance viable,** condition préalable pour que les gouvernements, les entreprises et les particuliers investissent dans des actifs, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de logements.

I. NOUS DEVONS CHANGER LES REGLES DU JEU

1. Nous appelons les **institutions financières internationales** à donner une voix plus forte aux pays en développement **dans leur gouvernance et leur prise de décision.**
2. Nous appelons le G20 à réformer le **Cadre Commun qui échoue à répondre à temps aux besoins des emprunteurs**, notamment à **empêcher les pays de se retrouver en défaut de paiement, en l'absence de mesures pro-actives. En cas de défaut de paiement**, il n'assure pas que toutes les catégories de créanciers s'y conforment de manière accélérée, dans les délais impartis et de manière transparente et équitable. **L'allègement de la dette doit être suffisamment significatif pour permettre aux pays de financer leurs objectifs en matière de développement et de climat.**
3. Nous appelons **le FMI et la Banque Mondiale à réformer les méthodes de prévision de la croissance** qui alimentent leurs cadres d'analyse de soutenabilité de la dette (ASD), notamment en (i) reflétant mieux les investissements dans l'adaptation, l'énergie propre et le capital naturel en tant que moteurs potentiels de croissance à long terme et du renforcement de la résilience ; (ii) identifiant et promouvant des modalités de financement soutenables (c'est-à-dire comprenant une dette abordable, à très long terme, et des subventions dans le cas des pays à faible revenu) qui soutiennent la réalisation des objectifs climatiques et de développement d'une manière fiscalement responsable, réduisant ainsi les risques de dépasser les seuils critiques d'analyse d'ASD; et (iii) offrant une transparence sur ses modèles actualisés de prévisions de croissance.
4. Parallèlement à ces réformes, nous appelons les **agences de notation** à travailler de manière proactive pour accroître la transparence et la cohérence de leurs méthodologies, afin de rendre les résultats des notations plus prévisibles pour les acteurs du marché et les émetteurs.
5. Nous demandons à la **Banque Mondiale et aux autres bailleurs de fonds d'inclure la vulnérabilité climatique, le capital naturel et les besoins en matière de conservation de la biodiversité dans leurs critères d'attribution des prêts concessionnels**, afin de remédier à l'injustice qui consiste à qualifier de nombreux pays comme inéligibles uniquement sur la base du revenu national brut par habitant.
6. Nous appelons à la mise en place d'un **régime commercial multilatéral qui soutient une transition verte et juste**, notamment en veillant à ce que les mécanismes d'ajustement aux frontières du carbone ne pénalisent pas injustement les pays en développement. **Nous appelons les pays à relancer un dialogue constructif** sur la mise en place d'un mécanisme **universel de tarification du carbone et à développer des marchés du carbone intégrés.**

II. NOUS DEVONS METTRE LES ECONOMIES A L'ABRI DES CHOCS

7.

Nous demandons au **FMI de renforcer la capacité des pays à investir dans la résilience**, notamment en **fléchant les DTS par l'intermédiaire des Banques Multilatérales de Développement**. Nous demandons au **FMI et à ses actionnaires de convenir d'une nouvelle émission d'au moins 650 milliards de dollars de DTS afin d'élargir les bilans des BMDs pour soutenir les objectifs de développement durable et l'action climatique**.

8.

Nous demandons au **FMI de réduire le coût des prêts**, notamment en facilitant l'accès à la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) sur une base autonome et en allongeant la période de remboursement du mécanisme élargi de crédit (MEDC) à la période de remboursement de la FRD.

9.

Pour renforcer la **préparation aux catastrophes**, fournir un soutien **immédiat en liquidités et une plus grande marge de manœuvre à tous les pays vulnérables au climat à la suite d'une catastrophe climatique**:

- a. Nous demandons au FMI de **reconstituer le *Catastrophe Containment and Relief Trust (CCRT)*** et d'élargir ses critères d'admissibilité, ainsi que **d'élargir les fenêtres de la Facilité de crédit rapide (FCR) et de l'Instrument de financement rapide (IFR)** consacrées aux grandes catastrophes naturelles afin d'aider les pays à faire face aux chocs climatiques.
- b. Nous demandons à la **Banque Mondiale de mettre en place un mécanisme universel de financement accessible à tous les pays vulnérables à des conditions préférentielles**.
- c. Nous appelons tous les débiteurs et les créanciers publics et privés à mettre en place les clauses relatives aux catastrophes naturelles et éviter l'utilisation de paiements in fine dans tous les instruments de prêt.
- d. Nous appelons la **Banque Mondiale à étendre les clauses de « résilience climatique » à tous les pays vulnérables au climat** et à élargir leur déclenchement pour inclure les crises alimentaires et sanitaires.
- e. Nous appelons les donateurs bilatéraux à **contribuer à l'expansion et à l'approfondissement des marchés de l'assurance**, notamment en capitalisant les mécanismes régionaux de mutualisation des risques pour les actifs clés dans les pays vulnérables, et à offrir un soutien accru aux pays dans l'évaluation des risques climatiques ainsi que dans les outils pour les gérer.

III. NOUS DEVONS AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT LE FINANCEMENT DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ACTION CLIMATIQUE

10. **Nous appelons les pays donateurs, nouveaux et actuels, à contribuer au 21^e cycle de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA 21) avec au moins 120 milliards de dollars et tripler l'aide à l'IDA d'ici 2030.**
11. **Nous appelons également les pays donateurs à reconstituer et renforcer les fonds verticaux existants pour le financement climatique, y compris le Fonds vert pour le climat (FVC),** afin de fournir les financements catalytiques nécessaires pour débloquer les investissements dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.
12. **Nous demandons aux BMDs d'élaborer un plan visant à fournir 300 milliards de dollars par an de financement abordable et à long terme (30-50 ans) pour les ODD, ainsi que pour l'adaptation, et à élargir les critères d'allocation des financements concessionnels afin d'inclure la vulnérabilité climatique.**
13. **Nous appelons les BMDs à mettre pleinement en œuvre les recommandations du cadre d'adéquation des fonds propres (CAF) du G20** afin d'augmenter et d'améliorer les prêts de manière significative. Nous demandons **aux actionnaires des BMDs de procéder à de nouvelles augmentations de capital** afin que les BMDs puissent apporter aux pays en développement le soutien dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs en matière de développement et de climat.

14.

Nous appelons les BMDs, les institutions financières de développement (IFD) et les fonds climatiques à contribuer à la mobilisation d'au moins 500 milliards de dollars par an de capital privé pour l'action climatique et les ODD – qu'il s'agisse de capitaux internationaux ou domestiques, notamment par le biais de:

- a. Une meilleure préparation des projets et davantage de capitaux propres en phase initiale pour constituer un portefeuille de projets attractifs pour les investisseurs.
- b. Développer, étendre et reproduire des mécanismes efficaces de partage des risques et de rehaussement des crédits, y compris des garanties et d'autres instruments de financement mixte.
- c. Le renforcement des marchés de capitaux locaux, l'augmentation des prêts en monnaie locale et la réduction des risques, la réduction du coût de couvertures de change et des facilités de liquidité, ainsi que le renforcement du rôle des banques de développement régionales.
- d. Collaborer avec la philanthropie, notamment pour développer et étendre des modèles économiques d'adaptation novateurs et renforcer les capacités et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de la transition.
- e. Trouver des solutions robustes pour faire face au défi croissant des actifs non assurables et valoriser les économies liées aux coûts évités.

15.

Nous appelons à de nouvelles sources de financement progressif pour financer les Biens Publics Mondiaux (BPM) et les pertes et dommages, y compris par:

- a. **Un impôt international sur les super riches.**
- b. **Une révision des subventions dommageables.**
- c. **Une taxation des profits exceptionnels des entreprises de combustibles fossiles** et la mise en place d'une **taxe sur les émissions pour les secteurs difficiles à décarboner, comme l'aviation et le transport maritime, ainsi que sur les transactions financières internationales**, soutenue par une convention fiscale des Nations Unies pour créer un véritable forum inclusif sur les négociations fiscales.
- d. Un Pacte mondial pour les biens publics mondiaux, financé par la philanthropie.

16.

Nous appelons les pays développés à financer de manière significative et à rendre opérationnel le Fonds pour les pertes et dommages, ainsi qu'à honorer l'engagement d'augmenter le financement international de la biodiversité à au moins 30 milliards de dollars par an d'ici 2030.

Il sera impératif de tenir compte des progrès réalisés lors de moments clés et sur ces questions déterminantes au cours des 18 prochains mois. Les avancées sur cette feuille de route sont essentielles. L'absence de progrès concrets d'ici la fin de 2025 entraînera des coûts inimaginables pour les vies humaines, les moyens de subsistance et notre planète.

C'est notre responsabilité de bâtir un monde digne pour tous sur cette planète que nous appelons "notre maison".

NOUS POUVONS ET NOUS DEVONS FAIRE MIEUX.